



**HAL**  
open science

## Le Honduras dans l'abîme

Daniel Vásquez, Kelly Redouté

► **To cite this version:**

Daniel Vásquez, Kelly Redouté. Le Honduras dans l'abîme. Problèmes d'Amérique Latine, 2020, 2020/1 (116), pp.89-101. 10.3917/pal.116.0089 . hal-04347658

**HAL Id: hal-04347658**

**<https://hal.parisnanterre.fr/hal-04347658v1>**

Submitted on 15 Dec 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## LE HONDURAS DANS L'ABÎME<sup>1</sup>

*Daniel VÁSQUEZ*

Le Honduras compte ses premiers cas de COVID-19 au milieu d'une crise de l'État dans son ensemble. Quelles sont les dimensions de cette crise ? Pourquoi plusieurs milliers de Honduriens fuient-ils leur pays ? Les relations entre la politique et le crime organisé s'articulent avec des formes patrimoniales de l'exercice du pouvoir et avec une longue érosion de la démocratie dans le pays.

Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres du continent américain. Selon les données de la CEPAL, il compte environ 40 % de pauvreté extrême et 67,4 % de pauvreté relative, surtout dans les zones rurales, où 73,5 % des ménages mènent une vie en deçà du seuil de pauvreté<sup>2</sup>. Au milieu de ce scénario de désespoir, l'émigration est « *avant tout une lutte pour la survie dans un contexte d'absence d'opportunités* »<sup>3</sup>, comme en témoignent deux récentes crises migratoires majeures : l'émigration sans précédent de milliers d'enfants non accompagnés en 2014, et les « caravanes de migrants », qui ont commencé leur voyage à la gare routière de la ville de San Pedro Sula le 12 octobre 2018. Sur les 9,9 millions Honduriens, un peu plus de 945 000 vivent aux États-Unis, près de 90 000 en Espagne et des dizaines de milliers au Mexique. Environ 300 000 Honduriens ont fui vers les États-Unis en 2019, dans un contexte de renforcement des mesures anti-migratoires de Donald Trump et de López Obrador<sup>4</sup>. En conséquence, l'Observatoire des Migrations Internationales du Honduras a enregistré une augmentation des

---

\* Doctorant en Science politique à l'Université de Montréal.

1. Ce texte est la traduction française de l'article « Honduras en el abismo », *Revista Nueva Sociedad*, No. 287, mai – juin 2020, p. 121-131.

2. Cité in Sierra Fonseca, Rolando, « Honduras: del golpe de Estado de 2009 a la crisis continuada », *Análisis Carolina*, No. 16, août 2019, p. 7.

3. *Ibidem*, p. 10.

4. Foro UNAHMOS, « Entrevista a Ricardo Puerta y César Castillo: Migración, causas y consecuencias », Tegucigalpa, *Presencia Universitaria*, UNAH, 13 février 2020.

déportations des migrants honduriens entre 2018 et 2019<sup>5</sup>, avec le retour de 109 185 Honduriens en 2019, renvoyés principalement du Mexique (64 649) et des États-Unis (40 984), parmi lesquels 24 040 enfants<sup>6</sup>. En l'absence d'une véritable politique économique de réinsertion professionnelle, la plupart des rapatriés tentent d'émigrer à nouveau, certains jusqu'à dix fois si nécessaire. Malgré les difficultés rencontrées au cours des dernières décennies, les transferts de fonds (*remesas*) envoyés par les migrants sont le véritable poumon de l'économie nationale, allant même jusqu'à représenter trois fois l'investissement annuel des entreprises privées. Ces tendances migratoires révèlent l'incapacité de l'État à faire face aux nombreux problèmes du pays, qui comprennent, en plus des importants niveaux de pauvreté, la violence, l'insécurité, le chômage, la corruption, l'impunité<sup>7</sup>, les conflits agraires, la crise environnementale, et le désir de réunification familiale<sup>8</sup>.

L'extrême violence est au cœur de la vie quotidienne des Honduriens, avec un taux de 41,4 homicides pour 100 000 habitants en 2018. Le pays enregistre 71 695 meurtres entre 2004 et 2018, avec une moyenne de dix morts violentes par jour<sup>9</sup>. L'un des secteurs les plus exposés au crime organisé est celui des transports. À titre d'exemple, le 27 février 2020, le vice-président de l'Association des Chauffeurs de Taxi du Honduras, Rony Figueroa, a été abattu devant son domicile. Quelques jours auparavant, Figueroa avait révélé les extorsions et les violences commises à l'encontre des transporteurs, en dénonçant publiquement l'insuffisance de la réaction des autorités policières face aux menaces des membres de la *Mara MS-13* qui prélèvent la « taxe de guerre » (*impuesto de guerra*) à sa station de taxis, et qui ont même été jusqu'à séquestrer l'un de ses collègues<sup>10</sup>. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Le 12 mars dernier, la presse locale a rapporté un incident qui s'est déroulé dans un quartier de la capitale, Tegucigalpa, où les habitants ont prétendu résoudre le problème de l'insécurité à leur façon, en brûlant vif un tueur à gages coupable du meurtre d'un conducteur de bus en plein jour<sup>11</sup>. Des vidéos de l'incident ont circulé sur les réseaux sociaux, une pratique de plus en plus routinisée par la presse et les internautes. En raison de l'extorsion sous ses différentes formes, environ 80 000 entreprises ont mis

---

5. FLACSO Honduras, *Boletín de Migraciones Internacionales*, Tegucigalpa, Observatorio de Migraciones Internacionales en Honduras (OMIH), Universidad Nacional Autónoma de Honduras (UNAH), Vol. 1 (1), juillet 2019, p. 4.

6. FLACSO Honduras, *Boletín de Migraciones Internacionales*, Tegucigalpa, Observatorio de Migraciones Internacionales en Honduras (UNAH), Vol. 1 (2), janvier 2020, p. 6-7.

7. Bataillon, Gilles, « Amérique centrale: violences et pseudo-démocraties (1987-2018) », *Hérodote*, Vol. 171, No. 4, 2018, p. 75.

8. Sierra Fonseca, Rolando, *op. cit.*

9. Instituto Universitario en Democracia, Paz y Seguridad, *Boletín del Observatorio de la Violencia*, Tegucigalpa, Observatorio Nacional de la Violencia, UNAH, No. 52, janvier – décembre 2018, p. 2.

10. Redacción, « Rony Figueroa pidió protección a la Policía por amenazas a muerte », Tegucigalpa, *Diario El Heraldo*, 28 février 2020.

11. Redacción, « Queman vivo a supuesto sicario tras asesinar a conductor de rapidito », Tegucigalpa, *Diario La Prensa*, 12 mars 2020.

la clé sous la porte au cours des cinq dernières années<sup>12</sup>. La violence comme moyen de résolution des conflits se manifeste également au quotidien au cours des querelles conjugales et familiales, des viols, des enlèvements et des agressions<sup>13</sup>. Le quotidien espagnol *El País* a récemment fait état de l'un des nombreux fléaux qui frappent le noyau familial hondurien, en divulguant le cas d'un enlèvement manqué qui s'est soldé par la disparition d'un enfant et le décès de ses accompagnants<sup>14</sup>. De nombreux cas pourraient être cités *ad infinitum*, tant l'insécurité et la violence extrême constituent les plus grands défis de la société hondurienne. Selon le directeur du Centre de Documentation du Honduras, les groupes criminels hétérogènes opérant dans le pays centraméricain ne pourraient pas agir de la sorte sans la complicité de l'État<sup>15</sup>. La « narco-politique » est l'expression la plus emblématique de l'étroite relation entre l'État et le crime organisé.

### L'ÉTAT COMME LE BUTIN DES VAINQUEURS

Pour quelles raisons l'État hondurien est-il dans l'incapacité de répondre aux problèmes de la pauvreté, des inégalités sociales et de la violence qui ravagent le pays ? Historiquement, l'État a été considéré comme le butin des vainqueurs des luttes politiques et de leurs alliés, expliquant dans une bonne mesure son inefficacité. Le détournement de fonds publics à des fins privées et le clientélisme sont des problèmes persistants du jeu politique hondurien. Les pauvres représentent une masse de manœuvre pour les politiciens corrompus, qui répartissent des emplois à leurs partisans dont la seule vertu est leur loyauté envers le parti. Ces derniers mois, ce tableau s'est davantage détérioré à la suite des révélations de l'implication du président et de sa famille dans le trafic international de drogue. Le frère de l'actuel président de la République, Juan Orlando Hernández, parvenu à la tête de l'État au moyen d'une fraude électorale, a été reconnu coupable des chefs d'accusation de :

*(1) complot en vue d'importer de la cocaïne aux États-Unis, qui est passible d'une peine d'emprisonnement obligatoire minimale de 10 ans et d'une peine d'emprisonnement maximal à vie ; (2) l'utilisation, transport et possession de mitrailleuses pour conspirer à importer de la cocaïne, qui est passible d'une peine d'emprisonnement obligatoire de 30 ans ; (3) conspiration pour l'utilisation, le port et la possession de mitrailleuses dans le cadre d'un complot d'importation de cocaïne, passible d'une peine maximale d'emprisonnement à vie ; et (4) donner des fausses déclarations à des agents fédéraux, passibles d'une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans.*

---

12. Barahona, Marvin, « Múltiples crisis y una visita suspicaz », *Revista Envío Honduras*, Vol. 17 (59): 11-21, septembre 2019, p. 17.

13. Bataillon, Gilles, *op. cit.*, p. 69.

14. García, Jacobo, « El pequeño Enoc o la maldición de Honduras », *Barcelona, El País*, 26 janvier 2020.

15. Meza, Víctor *et al.*, *La militarización de la seguridad pública en Honduras*, Tegucigalpa, Centro de Documentación de Honduras, 2015.

Dans cette note du bureau du Procureur du District Sud de New York, le frère du président hondurien est considéré comme un trafiquant de stupéfiants à grande échelle, collaborateur de criminels colombiens et mexicains pour l'importation de drogue aux États-Unis depuis 2004. Participant au traitement, à la réception, au transport et à la distribution de psychotropes, « Tony » Hernández contrôlait également des laboratoires de cocaïne en Colombie et au Honduras, dont le produit était estampillé de ses initiales « T.H. ». Selon le dossier, Hernández a assuré le transit de la drogue avec l'appui de membres de la police nationale lourdement armés, également impliqués dans le meurtre de deux trafiquants de drogue rivaux. Le texte détaille comment il a réussi à financer les millionnaires campagnes électorales du Parti National en 2009, 2013 et 2017, par la livraison de 200 tonnes de cocaïne aux États-Unis. De plus, le document affirme qu' « *au cours de cette période, Hernández a aidé [El Chapo] Guzmán Loera à effectuer de nombreuses et importantes livraisons de cocaïne, et qu'il a remis un pot-de-vin d'un million de dollars de Guzmán Loera au Président pour les élections nationales de 2013 au Honduras*<sup>16</sup> ».

Le lien étroit entre le trafic de drogue et la politique a été mis en évidence avec la capture en 2015 du fils de l'ancien président nationaliste Porfirio Lobo (2010-2014) par des membres de la DEA (*Drug Enforcement Administration* selon l'acronyme anglais). D'après les déclarations explosives du chef du gang de trafiquants de drogue *Los Cachiros*<sup>17</sup>, Fabio Lobo agissait en tant que facilitateur des négociations entre la mafia et l'État, ce qui lui a valu d'être condamné à 24 ans de prison pour association illicite aux États-Unis. Le chef des *Cachiros* assure avoir subventionné des campagnes électorales du Parti National (2009 et 2013) en échange du soutien de l'appareil d'État. D'éminents membres du Parti Libéral ont également été condamnés à des peines de prison pour avoir fourni des services commerciaux et bancaires au crime organisé. C'est le cas de la puissante famille Rosenthal basée à San Pedro Sula, la capitale économique du pays, dont les membres, Yankel Rosenthal, ministre des investissements du premier gouvernement d'Hernández (2014-2018), et son cousin Yani Rosenthal, membre du cabinet de Zelaya (2006-2009), ont été condamnés respectivement à deux ans, cinq mois et trois ans de prison à la suite des aveux de blanchiment d'argent de *Los Cachiros*. Ce jugement s'inscrit dans le cadre de la stratégie états-unienne de lutte contre le narcotrafic, qui a abouti à une vingtaine d'extraditions entre 2014 et 2019 approuvées par Juan Hernández<sup>18</sup>, dont celles des frères Valle-Valle, un puissant clan de trafiquants de la région occidentale, et de l'ancien maire nationaliste de

---

16. Department of Justice, « Former Honduran Congressman Tony Hernández Convicted In Manhattan Federal Court Of Conspiring To Import Cocaine Into The United States And Related Firearms And False-Statements Offenses », New York, *U.S. Attorney's Office*, Southern District of New York, october 18, 2019.

17. Goldstein, J., and Weiser, B., « After 78 killings, a honduran drug lord partners with the U.S. », New York, *The New York Times*, october 6, 2019.

18. Asmann, Parker, « Denuncias criminales descorren fachada antinarcos del presidente de Honduras », *InSight Crime*, 3 septembre 2019.

la municipalité d'El Paraíso, Copán, Alexander Ardón. Au dire des enquêteurs d'*InSight Crime*, la médiation d'Antonio Hernández entre les clans Valle-Valle, Ardón et leurs opérateurs – qui ont construit un véritable empire – était essentielle pour permettre des exportations régulières de stupéfiants<sup>19</sup>.

En se fondant sur les témoignages d'anciens barons de la drogue honduriens extradés vers les États-Unis, le bureau du Procureur états-unien qualifie Porfirio Lobo et Juan Hernández de « Co-Conspirateur-3 (CC3) » et « Co-Conspirateur-4 (CC4) » dans le trafic de drogue<sup>20</sup>. De cette façon, les déclarations d'Ardón ont renforcé la thèse du flux de « narcodollars » en politique, d'autant plus après avoir avoué les versements de 2 millions de dollars à Lobo en 2009 et de 1,6 million de dollars à Hernández en 2013<sup>21</sup>. L'opération consiste à obtenir le soutien de la police nationale et des forces armées en tant que convoyeur et protecteur des chargements de drogues, s'immisçant progressivement dans les différents niveaux de l'administration publique. Avec la reddition d'Ardón et la capture de « Tony » à Miami, les politiques d'extraditions ont dès lors visé le président. Les déclarations des anciens associés-rivaux de son frère ont aggravé les relations déjà dégradées entre le gouvernement et la citoyenneté. À tel point qu'entre le 2 et le 15 octobre 2019, Hernández a été mentionné au moins cent fois par les témoins dans le procès contre « Tony ». À cela s'est ajoutée l'ample diffusion des vidéos des interrogatoires de « Tony » par la DEA<sup>22</sup>, de même que de certaines de ses rencontres avec le cartel *Los Cachiros*<sup>23</sup>, qui ont catalysé un mouvement collectif condamnant les interactions entre le narcotrafic et les dirigeants politiques<sup>24</sup>. En outre, le 24 avril 2020 était planifiée la première audience contre l'ancien officier de la police nationale et cousin du président Hernández, Mauricio Hernández, accusé de trafic de drogue par le bureau du procureur du district sud de New York. Elle a cependant été reportée en raison du COVID-19. Le 20 février dernier, Mauricio a plaidé non coupable face aux accusations le liant à « Tony »<sup>25</sup>.

---

19. Silva Ávalos, H., « El salvaje oeste en Honduras: cuna de narcos y políticos », *InSight Crime*, 10 septembre 2019.

20. Dudley, Steven, « Cómo un exalcalde podría tumbar al presidente de Honduras », *InSight Crime*, 27 août 2019.

21. Palmer, E. and Malkin, E., « Honduran President's Brother Is Found Guilty of Drug Trafficking », New York, *The New York Times*, octobre 18, 2019.

22. Noticiero Hoy Mismo, « Tony Hernández durante interrogatorio con agentes de la DEA, en el aeropuerto de Miami, EEUU », *Youtube*, 9 octobre 2019 : <https://www.youtube.com/watch?v=qmqFz6ZjK5Y>

23. Confidencial Honduras, « Revelan vídeo grabado por Cachiro a Tony Hernández », *Youtube*, 11 octobre 2019 : <https://www.youtube.com/watch?v=ZxskmEaGIR4>

24. Moreno, Ismael, « Una coyuntura tormentosa e incierta: ¿Cuál es el camino a seguir? », *Revista Envío Honduras*, Vol. 17 (60): 1-9, novembre 2019, p. 1.

25. Department of Justice, « Former Honduran National Police Officer Charged With Conspiring To Import Cocaine Into The United States And Related Firearms Offenses », New York, *U.S. Attorney's Office*, Southern District of New York, september 4, 2019.

La représentation judiciaire de « Tony » Hernández au Honduras a déclaré que l'ancien officier Mauricio Hernández n'avait aucun lien avec son client, ni avec sa famille. Entre-temps, le 23 février 2020, « Tony » a déclaré ne plus être mesure de rémunérer ses avocats aux États-Unis, qui l'auraient alors abandonné. Finalement, un nouvel avocat commis d'office a été désigné, et « Tony » a ainsi réussi à reporter son jugement. Les éléments apportés par les déclarations des anciens barons de la drogue détenus aux États-Unis sont rejetés en bloc par le gouvernement hondurien, qui argumente que le président Hernandez a été le dirigeant politique le plus engagé en faveur de la sûreté nationale ; d'autant que l'accusation à l'encontre de « Tony » n'implique ni sa famille, ni l'État. Face à ces mises en causes, Juan Hernández s'est défendu en déclarant que les trafiquants de drogue cherchaient à se venger en répandant des mensonges infondés. Deux événements récents et explosifs ont pourtant mis en cause le discours officiel sur la bonne gouvernance en matière de sécurité : le meurtre impitoyable du prisonnier Magdaleno Meza en 2019 et l'évasion violente du prisonnier Alexander Mendoza le 14 février 2020, lors de son procès. Arrêté en 2018 et accusé par les autorités honduriennes d'être un associé de la famille Valle-Valle, Meza a été envoyé à la prison de « haute sécurité » El Pozo 1. Lors de son arrestation, de multiples « narco-carnets » mentionnant « Tony » et « JOH » (Juan Orlando Hernández ?) ont été retrouvés, rajoutant ainsi des éléments clés au « procès contre le frère ». Alors qu'il devait être extradé en 2020, Magdaleno Meza a été sauvagement assassiné dans la prison où il se trouvait, le 26 octobre 2019. Le jour même, la scène de l'homicide, filmée par les vidéos des caméras surveillance de la prison, a largement circulé dans les médias : Meza a été poignardé et on lui a tiré dessus à plusieurs reprises, alors qu'il était déjà mort<sup>26</sup>. Beaucoup ont interprété son meurtre comme un moyen de faire taire les voix qui mettent en cause le gouvernement<sup>27</sup>. D'autre part, le sauvetage du chef de la *Mara MS-13*, « le Porkys » Mendoza, par un groupe de vingt criminels armés d'explosifs et déguisés en soldats de la Police Militaire, témoigne de la vulnérabilité des forces de l'ordre. Les criminels ont d'abord réussi à contourner la sécurité du tribunal où se déroulait l'audience, puis ont ôté la vie à quatre officiers dans le but de libérer le trafiquant de drogue, dans une opération digne d'un film hollywoodien<sup>28</sup>.

Malgré tout, les relations du président hondurien avec le Département d'État des États-Unis ne se sont pas détériorées : le vieil adage « *un fils de pute, mais c'est notre fils de pute* » inventé pour Somoza García prévaut. Les tensions entre le Département d'État et le Département de la Justice du voisin nord-américain sont latentes à l'égard du Honduras. Le gouvernement a cherché à redorer son image en subordonnant sa politique étrangère à celle de Donald Trump.

---

26. Redacción, « Honduras: las incógnitas sobre el asesinato en la cárcel de Magdaleno Meza, el supuesto narco y socio del hermano del presidente Hernández », Londres, *BBC News*, 29 octobre 2019.

27. Moreno, Ismael, *op. cit.*, p. 9.

28. Redacción, « El Porkys fue a casa de El Progreso tras liberación de comando armado », Tegucigalpa, *Diario La Prensa*, 14 février 2020.

L'ambassade hondurienne a ainsi été déplacée à Jérusalem, le Hezbollah a été placé sur la liste des organisations terroristes. Mais aux États-Unis, qui ont investi 200 millions de dollars pour la politique de sécurité du Honduras entre 2016 et 2017<sup>29</sup>, des voix s'élèvent pour exiger la transparence de l'État hondurien au sujet de ses finances publiques, notamment à la Chambre des représentants. Contrairement aux attentes des citoyens honduriens et de certains alliés étrangers, les gouvernements successifs se sont caractérisés par des velléités démocratiques, lorsqu'ils concevaient en réalité l'État comme le « butin des vainqueurs ». En 2015, des journalistes locaux ont mis en lumière l'ampleur des trafics d'influence, en révélant les liens entre le détournement de fonds de l'Institut Hondurien de Sécurité Sociale (IHSS) et le financement de la campagne électorale du Parti National de 2013. L'ancienne et la persistante coutume politique qui mène à considérer la fonction publique comme un moyen d'obtenir des fonds de l'État a été vigoureusement condamnée par les citoyens<sup>30</sup>. L'ampleur du « mouvement des flambeaux » (*movimiento de las antorchas*) a tordu le bras du gouvernement, le forçant à installer une Mission Étrangère d'Appui Contre la Corruption et l'Impunité au Honduras (MACCIH), parrainée par l'Organisation des États Américains (OEA) et pensée à l'image de la Commission Internationale Contre l'Impunité au Guatemala (CICIG), même si elle ne dispose pas des mêmes capacités d'enquête<sup>31</sup>.

N'ayant pas pu obtenir les mêmes pouvoirs que la CICIG, la MACCIH a été dénoncée dès sa fondation en 2016 par les partis politiques d'opposition. Elle a également été soumise à la pression du parti au pouvoir, qui a obtenu son démantèlement total en janvier 2020. La MACCIH a été mise au défi de fortifier les fragiles institutions nationales, de rendre compte des réseaux de corruption et de proposer des solutions pour renforcer la transparence de la gestion des affaires publiques. Les douze cas présentés par leur équipe d'enquêteurs ont permis pour la première fois de traduire en justice de hauts fonctionnaires, dont l'ex-première dame, épouse du président Lobo<sup>32</sup>. Ces actions ont donné à la MACCIH une crédibilité supérieure à celle des politiques et des institutions juridiques nationales<sup>33</sup>. Parmi les suggestions de cette commission, on relève la nécessité de réformer de fond en comble le système électoral, comme la « Loi pour une politique propre »

---

29. Silva Ávalos, H. et Asmann, P., « 4 conclusiones del juicio de EE. UU. contra el hermano del presidente de Honduras », *InSight Crime*, 24 octobre 2019.

30. Bataillon, Gilles, *op. cit.*, p. 80.

31. Call T., Charles, « Misiones Internacionales Contra la Impunidad y la Corrupción en Guatemala y Honduras: ¿Lecciones para El Salvador? », in *CLALS Working Papers Series*, No. 21, Center for Latin American & Latino Studies (CLALS), Washington D.C, American University, juin 2019, p. 4.

32. Le Conseil National de Lutte contre la Corruption a dénoncé le 13 mars 2020 la décision des juges de la Cour Suprême de Justice de tenir un nouveau procès dans l'affaire « Caja Chica de la Dama », annulant ainsi la peine de 58 ans qu'elle avait reçue pour cause de fraude et de détournement de fonds publics. Consejo Nacional Anticorrupción, « Pronunciamento », Tegucigalpa, CNA, 13 mai 2020.

33. Center for Latin American & Latino Studies, « El Monitor de MACCIH, Edición Especial », *CLALS Working Papers Series*, Washington D.C, American University, 9 janvier, 2019, p. 3-4.



(*Ley de política limpia*), qui vise à améliorer la transparence des campagnes électorales. En 2016, les parlementaires ont approuvé cette proposition tout en altérant substantiellement son esprit initial. Ils lui ont ainsi donné des prérogatives très limitées, entravant ainsi la tentative de rendre moins opaque le financement des campagnes électorales<sup>34</sup>. D'après des chercheurs du Centre d'Étude de la Démocratie, il existe au Honduras des trafics d'influence entre le domaine public et privé, renouvelé lors des élections et qui consiste à investir dans la politique pour obtenir ensuite «*des contrats de concession qui génèrent d'énormes fortunes et qui en même temps [...] sont le canal approprié pour blanchir l'argent et les biens provenant du trafic de drogue et du crime organisé*»<sup>35</sup>. Au lieu de procéder à des réformes intégrales pour enrayer cette tendance, les députés du Congrès ont approuvé le 18 octobre 2019 le fameux «*fonds départemental*» (*fondo departamental*), qui leur permet d'utiliser les fonds publics à leur discrétion lorsqu'il s'agit d'alimenter leurs réseaux clientélistes. Et pour aggraver les choses, ces fonds ne peuvent être contrôlés qu'à la fin du mandat des députés. Éloignés des préoccupations générales de la société, en 2019, les législateurs se sont essentiellement occupés de négocier à huis clos la répartition des postes au sein des nouveaux organes électoraux<sup>36</sup>.

## LE DIFFICILE APPRENTISSAGE DE LA DÉMOCRATIE HONDURIENNE

À la suite des tentatives de démocratisation du milieu de siècle (1948-1963), et d'alternance entre des dictatures militaires conservatrices et réformistes, le Honduras a connu six élections ininterrompues entre 1980 et 2006, dont quatre en faveur du Parti Libéral. Ce dernier s'est partiellement désintégré avec le coup d'État de 2009 contre le «*populiste refondateur*»<sup>37</sup> Manuel Zelaya, qui cherchait à imposer son hégémonie sur le jeu politique par le biais d'une Assemblée Nationale Constituante. L'initiative a été bloquée par des membres de son parti, avec le soutien des forces armées, comme ceux d'importants secteurs entrepreneuriaux, des médias, des secteurs religieux et des pouvoirs de l'État. Après des décennies d'accords et de négociations avec le Parti National, dans l'un des systèmes bipartites les plus durables du continent, la dislocation du Parti Libéral a entraîné la primauté de son rival au sein des institutions de l'État<sup>38</sup>. Le

---

34. Center for Latin American & Latino Studies, «*El Monitor de MACCIH, Ejemplar 2* », *CLALS Working Papers Series*, Washington D.C, American University, 31 décembre 2017, p. 7.

35. Irias, Gustavo, «*La ley de política limpia, una evidencia del boicot de la élite hondureña a reformas electorales sustanciales* », Tegucigalpa, *Centro de Estudio para la Democracia*, juin 2017, p. 13-14.

36. Barahona, Marvin, *op. cit.*, p. 18.

37. À sa manière, Zelaya peut être pensé dans les termes proposés par Carlos De la Torre dans «*Los populismos refundadores* », *Revista Nueva Sociedad*, N° 267, janvier – février, 2017.

38. Comisión de la Verdad y la Reconciliación (CVR), *Honduras: Para que los hechos no se repitan: Informe de la Comisión de la Verdad y la Reconciliación*, San José, CVR Honduras, juillet 2011.

27 janvier 2020, le Parti National fêtait dix ans de contrôle de l'État. À cet égard, Juan Hernández a réussi ce que beaucoup considéraient comme l'objectif de Zelaya : approuver sa réélection illégale en 2017 et accaparer tous les pouvoirs de l'État. Hernández devient président du Congrès en 2010, parrainé par le président Lobo (2010-2014), élu au cours de la crise du coup d'État de 2009. Riche de douze ans d'expérience en tant que député au Congrès, et gravissant les échelons au sein du Parti National, Hernández prend le contrôle d'un Congrès à majorité nationaliste, à partir duquel il constitue une équipe de technocrates, de députés, de chefs de département et de municipalité de son parti, qui l'appuient à tout coup.

Entre-temps, Lobo a centré son mandat sur la réintégration du Honduras dans le concert international, en parvenant à un accord avec le président déchu Zelaya, connu sous le nom d'Accord de Carthagène. Le pacte entre les deux « concurrents pour le pouvoir<sup>39</sup> » a permis de résoudre les tensions héritées du coup d'État par un processus de double légitimation : le gouvernement de « réconciliation nationale » dirigé par le PNH serait reconnu aux niveaux national et international, dès que Zelaya bénéficierait du droit de créer et de voir reconnu son nouveau parti politique. Grâce à cet accord, le Honduras a été réintégré dans l'OEA et Zelaya a créé un instrument politique de type caudilliste, le parti Liberté et Refondation, LIBRE. Ces négociations ont garanti l'impunité à la fois des responsables du coup d'État, le gouvernement des putschistes, répresseur et violateur systématique des droits de l'homme, mais aussi celle du gouvernement zelayiste déchu, qui a procédé au détournement des fonds de Petrocaribe, et s'est emparé du trésor public pour peser sur un scrutin très controversé. Avec la réintégration de Zelaya dans le jeu politique, l'échiquier politique hondurien se trouve, depuis les élections de 2013, dans une sorte de retour à la vieille tradition bipartisane, désormais quadripartite. Les principaux concurrents avec le parti au pouvoir sont le parti de Zelaya, qui, en récupérant un ensemble considérable des électeurs du Parti Libéral, s'est affirmé comme la deuxième force politique du pays derrière le Parti National, et le célèbre présentateur de télévision Salvador Nasralla, qui n'a pas encore inscrit son nouveau parti, *Salvador de Honduras* (Sauveur du Honduras).

En comptant sur les militaires, un parti vertical et une armée de réserve propice au clientélisme, Hernández a vaincu ses adversaires deux fois consécutives (en 2013 et en 2017), au moyen de processus électoraux irréguliers et illégaux. La collaboration rémunérée des représentants des bureaux de vote, l'instrumentalisation des organes électoraux, la manipulation électronique dans le comptage des suffrages, l'achat de votes et le clientélisme qui « considère les pauvres de la campagne et de la ville comme une masse de manœuvre dans les processus électoraux<sup>40</sup> » sont des éléments persistants

---

39. J'emprunte le concept de Charles W. Anderson employé dans « Toward a Theory of Latin American Politics », in *Occasional Paper*, No. 2, The Graduate Center for Latin American Studies, Vanderbilt University, Nashville, Tennessee, February 1964.

40. Posas, Mario, « Avances y retrocesos de la democracia electoral en Honduras (1979-2019) », *Coloquio internacional: América Central 1979-2019, De la revolución*

de la culture politique hondurienne, perfectionnés par le Parti National lors des dernières élections. Les recommandations des missions d'observation électorale de l'OEA et de l'Union Européenne<sup>41</sup> ont été en grande partie omises, alimentant la méfiance permanente des citoyens à l'égard de l'État. En revanche, Hernández a redonné à l'armée un rôle décisionnel, en faisant la garde prétorienne de son régime. La Police Militaire de l'Ordre Public (PMOP) et les Troupes de Renseignements et Groupes Spéciaux d'Intervention de Sécurité (TIGRE) sont devenues des institutions à sa botte. Ces derniers mois, il a réclamé avec véhémence la participation de la police et de l'armée aux élections de 2021, s'assurant alors de la coopération des forces armées. Le caractère policier-militaire des programmes politiques a été le trait distinctif du Parti National, acteur historiquement allié aux Forces Armées du Honduras. Il a en outre réussi à imposer des membres de son clan aux postes de magistrats de la Cour Suprême de Justice et de procureur général de la République. Les présidents des pouvoirs législatifs et judiciaires, les ministères de la Sécurité et de la Défense, la police et le chef d'état-major des forces armées lui sont entièrement fidèles. Dans un tel scénario d'accumulation des pouvoirs, il est tout simplement impensable que le président ignore la participation de son frère aux réseaux internationaux du crime organisé.

Dans ce contexte, fidèle aux coutumes politiques les plus traditionnelles, Zelaya a cherché à conclure des accords au sommet, dans le but d'allouer à ses plus proches lieutenants des places clés dans le système électoral. Leader rural dont les discours et les moyens de négociations restent ancrés dans une pratique autoritaire archaïque pour satisfaire ses intérêts politiques, et qui à un moment donné a emprunté un style dit « chaviste »<sup>42</sup>, Zelaya refuse de soutenir une large coalition politique mobilisée dans la rue pour exiger la démission d'Hernández, préférant attendre patiemment les prochaines élections présidentielles de 2021<sup>43</sup>. Selon un groupe d'analystes de la revue *Envío-Honduras*, connaisseurs de la réalité nationale, l'arrangement entre les dirigeants nationalistes et zelayistes au Congrès – qui a permis à LIBRE d'être représentée dans les nouveaux organes électoraux – est la principale « soupape de sûreté » du régime Orlandiste<sup>44</sup>. Mauricio Oliva, actuel président du Congrès et pré-candidat à la présidence du Parti National

-----  
*sandinista a la caravana de migrantes*, Ciudad de México, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, 6 novembre 2019.

41. Misión de Observación Electoral UE, *Honduras, Informe Final de la misión de observación electoral de la Unión Europea, Elecciones Generales 2017*, MOE UE, Honduras, 2017; et, Organización de Estados Americanos, *Informe Final de la misión de observación electoral, Elecciones Generales Honduras, 26 de noviembre de 2017*, OEA, 2017.

42. Peetz, Peter, « ¿De hacendado a revolucionario? Mel Zelaya y el giro hacia la izquierda del gobierno hondureño », *Iberoamericana*, Vol. 9 (33): 181-186, 2009.

43. Benítez, Milton, « Entrevista con Manuel Zelaya: Salida del Narco Dictador: ¿Negociada o luchada? », Tegucigalpa, *El Perro Amarillo*, Facebook Live, 10 avril 2019.

44. *Revista Envío-Honduras*, No. 45 à 60, disponibles en : <http://guaymuras.hn/ endistribucionlibro.php?idweb=1>

pour les élections de 2021, n'a pas hésité à se féliciter publiquement d'être parvenu à un accord au sommet avec Zelaya. En effet, comme l'a observé il y a plus de cinquante ans un important commentateur de la politique centraméricaine, le processus politique dans cette région est fondamentalement un jeu de « *manipulation et de négociation entre concurrents pour le pouvoir, dont les ressources font l'objet d'une appréciation et d'une reconnaissance réciproque conduisant à un accord négocié au sommet* »<sup>45</sup>. Néanmoins, un important segment de la citoyenneté ne semble pas s'identifier aux traditionnels « concurrents pour le pouvoir »<sup>46</sup>, et des initiatives telle que la récente Plateforme de Lutte pour la Santé et l'Éducation dirigée par la présidente du Collège des Médecins ; la docteure Suyapa Figueroa, sont, dans une bonne mesure, perçues comme des alternatives légitimes pour la défense des services publics et pour la réactivation du mouvement d'opposition au régime autoritaire d'Hernández.

Au cours de l'année 2019, la Docteure Figueroa a dirigé les manifestations regroupant des enseignants, des médecins, des étudiants et d'autres secteurs sociaux qui ont mené au blocage des axes routiers du pays, dénonçant les dérives néolibérales du gouvernement en matière de santé et d'éducation, et exigeant leurs garanties en tant que droits universels, « *sans restrictions, avec qualité, mais surtout avec affabilité* »<sup>47</sup>. La débâcle du néolibéralisme au Honduras est sans équivoque, l'effondrement des structures de santé et d'éducation en témoigne de manière frappante. Par conséquent, les citoyens sont abandonnés à leur sort face à l'apparition d'épidémies et de pandémies. La récente crise de la dengue a mis le modèle de santé à l'épreuve, clôturant l'année 2019 avec 180 décès, dont 58 % avaient de moins de 15 ans<sup>48</sup>. Au cours des deux premiers mois de l'année 2020, 275 cas de dengue sévère ont été signalés. Le Honduras subit aujourd'hui le COVID-19 avec une capacité de 9,5 lits d'hôpitaux pour 10 000 habitants et 0,4 hôpitaux pour 100 000 habitants<sup>49</sup>. Avec plus de deux mille cas confirmés, de nombreux médecins estiment qu'à ce jour le gouvernement n'a pas pris de mesures préventives adéquates. En l'absence générale d'équipements sanitaires de base et de mesures de biosécurité pour le personnel de santé, dans un pays où l'économie informelle reste importante et où la majorité de la population vit au jour le jour, le panorama hondurien demeure peu encourageant.

---

45. Anderson, C. W., *Politics and Economic change in Latin America: The Governing of Restless Nations*, New York, Van Nostrand Reinhold Co., 1967; cité in Bataillon, Gilles, *Genèse des guerres internes en Amérique Centrale (1960 - 1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 62-63.

46. Equipo de Reflexión, Investigación y Comunicación, Compañía de Jesús, « Percepciones sobre la situación hondureña en el año 2018. Sondeo de opinión pública. Novena edición », dans *Boletín Abril 2019*, El Progreso, ERIC-SJ, avril 2019, p. 12.

47. Figueroa, Suyapa, « La relación médico paciente », *Revista Medica Hondureña*, Colegio Médico de Honduras, No. 1, Vol. 87, janvier – mars 2019, p. 6.

48. Organización Panamericana de la Salud, « Actualización Epidemiológica: Dengue », OPS/OMS, 7 février 2020, p. 9.

49. Barahona, Marvin, *op. cit.*, p. 13.

## CONCLUSION

Comme la plupart des pays dans le monde, le Honduras est confronté à la pandémie du coronavirus. Mais il la subit dans le contexte d'une crise de l'État dans son ensemble. La dégradation de la nation centraméricaine comporte des dimensions multiples. La violence quotidienne, associée à des formes patrimoniales de la conduite des affaires publiques et un exercice autoritaire du pouvoir, a pour conséquence majeure une émigration massive. Les liens que le président entretient avec le trafic de drogue, et son appui sur l'armée pour assurer son maintien au pouvoir, compromettent la capacité du pays à répondre efficacement à la crise sanitaire actuelle. Pour une large partie de l'opinion publique, le président n'est pas « *à la hauteur du défi mortel*<sup>50</sup> », et selon de nombreux observateurs, la gestion de la situation pandémique agit comme un révélateur de la crise de l'État dans son ensemble<sup>51</sup>. La crise de légitimité du gouvernement s'est notamment aggravée à la suite du détournement des fonds des institutions sanitaires pour le financement de campagnes électorales, et plus encore après la réélection illégale et frauduleuse de 2017.

Dans le rapport *Violations des droits humains dans le contexte des élections de 2017 au Honduras*, les correspondants du bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme au Honduras communiquent que « *23 personnes ont été tuées dans le cadre des manifestations postélectorales, dont 22 civils et un policier* » et qu'au moins « *60 personnes ont été blessées, la moitié à la suite de l'utilisation d'armes à feu*<sup>52</sup> ». Si la répression et la concentration de la quasi-totalité de l'appareil de l'État par le Parti National sont évidentes, le système politique hondurien demeure néanmoins ouvert aux arrangements au sommet entre les divers clans adverses. La crise électorale de 2017 a abouti sur un accord entre les dirigeants des principales forces politiques, engageant dès 2018 la dissolution du Tribunal Suprême Électoral<sup>53</sup>. C'est dire que l'activité politique des concurrents d'Hernández

---

50. Meza, Víctor, « Liderazgo y crisis », Tegucigalpa, *Criteriohn*, 18 mars 2020.

51. Argueta, Mario R., « Enseñanzas aprendidas », Tegucigalpa, *Diario El Herald*, 25 mars 2020.

52. United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, *Las violaciones a los derechos humanos en el contexto de las elecciones de 2017 en Honduras*, Tegucigalpa, Informe del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Honduras, 2018, p. 2.

53. Entre 1950 et 1980 toute proposition d'édification de lois et d'institutions électorales ne figurait qu'accessoirement en appendice aux différents appels à l'organisation d'Assemblées Nationales Constituantes. Cependant, lors du processus constituant de 1980-1982, une nouvelle Loi Électorale vint régler les élections à trois niveaux (présidentiel, députés, mairies) donnant dans le même temps naissance au Tribunal National d'Élections (TNE), composé de représentants des principaux partis politiques et d'un membre de la Cour Suprême de Justice. À la suite d'un arrangement entre les candidats à la présidentielle de 2001, le parlement approuva en 2002 la création d'un nouveau Tribunal Suprême Électoral (TSE) dédié exclusivement aux questions électorales et davantage distancée du Registre National des Personnes (RNP), entité chargée du recensement de la population. Une

n'est pas suspendue pour autant, et des négociations entre des clans rivaux sont en permanence envisageables.

La violence et les négociations au sommet demeurent par conséquent des mécanismes considérés comme légitimes pour la résolution des tensions politiques, les plus visibles s'articulant autour des questions électorales, de la répartition des institutions et des ressources de l'État. Les deux nouvelles institutions électorales de substitution au Tribunal Suprême Électoral, le Conseil National Électoral et le Tribunal de Justice Électorale – dont les membres dirigeants sont des représentants du tripartisme évoqué précédemment – peinent à voir le jour. En outre, le Parlement a approuvé la création d'un conseil intégré par des adhérents de ces partis politiques pour une réforme du Registre National des Personnes, dont les méthodes actuelles de recensement sont une source de conflits et de polémiques. La pandémie du Covid-19 est venue retarder la mise en place des différentes institutions électorales, compliquant l'organisation des élections internes des partis politiques, prévues selon la loi en mars 2021. De ce fait, les tensions se révèlent *in crescendo*<sup>54</sup>. Si l'on tient compte de la presse et des analyses politiques locales, de nouvelles crises politico-électorales éclateront très certainement dans un futur proche<sup>55</sup>. Dans l'instable et appauvrie nation hondurienne, le coronavirus constitue un obstacle supplémentaire pour relever les défis d'envergure de ce début de décennie.

*Traduit de l'espagnol (Honduras) par Kelly Redouté, doctorante à l'EHESS (Géographie-cités, UMR 8504)*

-----  
nouvelle Loi Électorale et des Organisations Politiques fut érigée en 2004, et remise en question à partir de 2018 après la crise électorale de 2017. Moreno, Rafael J., « Justicia electoral, el talón de Aquiles del Sistema electoral hondureño », *Revista Envío Honduras*, Vol. 17, (57): 29-33, avril 2019.

54. Orellana, Edmundo, « Los Partidos Políticos », Tegucigalpa, *Confidencialhm*, 01 juin 2020.

55. Centro de Documentación de Honduras, *Epidemia, Emergencia y Corrupción*, Tegucigalpa, CEDOH, 18 avril 2020.